

## Une grève des agriculteurs met l'Argentine en situation de pénurie

La grève des agriculteurs argentins, qui est entrée hier dans son 19<sup>e</sup> jour, place le pays en situation de pénurie, déclenchant la colère de la population, tandis que les négociations avec les autorités restent au point mort. «Le manque d'approvisionnement en viande s'est aggravé et les prix de certains produits connaissent des hausses allant jusqu'à 150%», s'est indigné Hector Polino, responsable d'une association de consommateurs, dans une déclaration à la presse. La viande, aliment préféré des Argentins qui en consomment 74 kg par habitant et par an, se raréfie dans les rayons des supermarchés, tout comme la volaille, les produits laitiers et les légumes. Les principales organisations agricoles avaient annoncé samedi la poursuite du mouvement, l'un des plus durs qu'ait connus l'Argentine et le premier grand conflit à gérer pour la nouvelle présidente Cristina Kirchner. Les producteurs réclament l'abandon d'une hausse sur les taxes affectant les exportations agricoles, qui représentent plus de la moitié des exportations totales du pays évaluées à 55 milliards de dollars. Les manifestants ont repris les blocus routiers, érigés sur l'ensemble du territoire, rendant incertaine la tenue d'une réunion entre le gouvernement et les agriculteurs, prévue hier. Le mouvement de grève bloque la commercialisation de produits agricoles et entrave l'approvisionnement des marchés. Le secteur de la volaille a déjà dû sacrifier plus de 1 million de jeunes poulets, faute de pouvoir les nourrir, mettant en garde contre la perte de plusieurs contrats internationaux.

## Les miliciens de Moqtada Sadr hors des rues à Bagdad et Bassorah

**Les miliciens du chef radical chiite Moqtada Sadr ont quitté les rues de Bagdad et du grand port pétrolier de Bassorah hier, après six jours de combats meurtriers avec les troupes régulières qui ont fait au moins 461 tués et plus d'un millier de blessés.**

Aucune présence de combattants de l'armée du Mahdi n'était visible à Sadr City, le bastion de cette puissante milice dans le nord-est de Bagdad, ni à Kazimiyah, un autre grand quartier chiite de la capitale irakienne, selon des correspondants de l'AFP. Moqtada Sadr a ordonné dimanche à ses miliciens de se retirer des rues, après des combats dans Bagdad et dans le sud irakien, notamment à Bassorah, dans une décision qui a été saluée par le gouvernement irakien. En une semaine de combats, 461 personnes ont été tuées et plus d'un millier blessées, selon un décompte de l'AFP établi à partir des chiffres fournis par des officiels irakiens.

Ces sources n'ont cependant pas précisé la répartition entre civils et combattants dans ce bilan.

Selon le ministère de l'Intérieur, les combats à Bassorah ont fait au moins 215 morts et 600 blessés. A Bagdad, 140 personnes ont été tuées et plus de 500 blessées dans les combats en majorité à Sadr City. L'armée américaine a également affirmé qu'au moins 41 personnes décrites comme des «criminels» ont été tuées lors d'opérations visant des combattants chiites dimanche à Bagdad. Une équipe servant un mortier a notamment été repérée sur le toit d'un immeuble et une frappe aérienne a détruit le bâtiment, faisant au moins 25 morts, selon un commu-

niqué américain. Au moins 16 autres sont mortes dans d'autres raids. «Nous obéissons aux ordres de Moqtada», a déclaré à l'AFP le porte-parole du mouvement sadriste dans l'ouest de Bagdad, Hamdallah al-Rekabi. «En dépit de notre engagement, les forces d'occupation ont encore bombardé notre secteur», a-t-il dit. La vie a repris son cours normal à Sadr City et dans plusieurs quartiers chiites de la capitale. «Nous avons décidé de nous retirer des rues de Bassorah et d'autres provinces. Nous voulons que les Irakiens arrêtent de verser le sang et qu'ils défendent l'indépendance et la stabilité du pays», a déclaré Moqtada Sadr dans son appel. «C'est une bonne initiative qui va dans la bonne direction», a réagi le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki. Le mouvement sadriste, farouchement

opposé à la présence américaine en Irak, accuse M. Maliki d'être à la solde des Américains et a demandé qu'il démissionne. Fort d'un important soutien populaire, il réclame que lui soit réservé plus de pouvoir. Mais le gouvernement exige depuis des mois la dissolution de l'armée du Mahdi, une organisation paramilitaire qu'il ne contrôle pas. Le quartier de Sadr City était théoriquement placé sous interdiction de circuler par les autorités irakiennes, mais le secteur est contrôlé par l'armée du Mahdi et les forces de sécurité ne sont pas présentes pour mettre en œuvre cette décision.

Toutefois, aucun véhicule ne peut sortir de Sadr City, encerclée par l'armée irakienne. Des unités américaines sont déployées aux entrées du quartier et des tireurs d'élite ont pris position sur les toits, selon des habitants. Dans le

reste de Bagdad, la circulation a repris après la levée le matin d'un couvre-feu qui empêchait depuis le 28 mars le déplacement des véhicules et des piétons.

De même, une interdiction diurne de circuler a été levée à Bassorah, à 550 km au sud de Bagdad, où les combats avaient commencé le 25 mars, mais le couvre-feu y est maintenu la nuit. L'armée irakienne est déployée dans les avenues principales de cette deuxième ville d'Irak, en partie encore privée d'eau et d'électricité et où les commerces ont rouvert.

Par ailleurs, une salve de roquettes a explosé près d'un poste de contrôle dans la «zone verte», l'enclave fortifiée au cœur de Bagdad qui abrite notamment les institutions irakiennes et l'ambassade des États-Unis, touchant cinq personnes, dont deux soldats américains, selon un témoin.

## OTAGES AUTRICHIENS

## Nouvelles exigences des ravisseurs

**Les ravisseurs des deux Autrichiens enlevés le 22 février par la branche d'Al-Qaïda au Maghreb ont formulé des exigences supplémentaires en échange de leur libération, selon une information, non confirmée officiellement, de la radio publique autrichienne ORF hier.**

Selon l'ORF, les ravisseurs exigeraient désormais le retrait des quatre soldats autrichiens déployés dans le cadre de la force de l'Otan en Afghanistan (Isaf), ainsi que la libération d'un couple d'islamistes condamné à Vienne pour avoir diffusé sur internet

une vidéo menaçant l'Autriche et l'Allemagne d'attentats. Toujours selon cette source, les ravisseurs auraient également augmenté leur demande de rançon, pour laquelle la somme de cinq millions d'euros avait jusqu'à présent été évoquée par la presse. Le ministère des

Affaires étrangères autrichien a refusé de commenter ces informations, son porte-parole, Peter Launsky-Tieffenthal, évoquant des raisons de sécurité des otages. Officiellement, les ravisseurs se sont jusqu'à présent bornés à réclamer la libération d'islamistes détenus en Algérie et en Tunisie.

Dans une interview parue dans le quotidien autrichien Der Standard hier, l'émissaire spécial de Vienne au Mali pour la libé-

ration des otages, Anton Prohaska, a réaffirmé que l'ultimatum des ravisseurs était «fondamentalement politique» et ne reposait pas sur le versement d'une rançon. Vienne travaille «d'arrache-pied» à la libération des deux otages, Andrea Klobier, 44 ans, et Wolfgang Ebner, 51 ans, a souligné M. Prohaska depuis Bamako, où il avait été dépêché mi-mars. Les ravisseurs et leurs otages se trouveraient dans le nord du Mali mais Bamako n'a jamais confirmé officiel-

lement leur présence. Al-Qaïda au Maghreb a prolongé jusqu'au 6 avril son ultimatum, qui avait précédemment expiré le 23 mars. Le 12 mars, un tribunal de Vienne avait condamné à quatre ans et à 22 mois de prison ferme un islamiste autrichien d'origine égyptienne et sa femme, qui avaient diffusé en mars 2007 une vidéo d'Al-Qaïda menaçant l'Allemagne et l'Autriche d'attentats s'ils ne retireraient pas leurs troupes d'Afghanistan.

## TCHAD

## Le président tchadien Idriss Deby Itno gracie les six Français de l'Arche de Zoé

**Trois mois après leur condamnation au Tchad pour avoir tenté d'extraire 103 enfants vers la France, les six Français de l'Arche de Zoé bénéficient d'une grâce du président tchadien, nouvel épisode d'une affaire tumultueuse gérée au plus haut niveau entre Paris et N'Djamena.**

«Il est accordé une grâce présidentielle aux six Français membres de l'Arche de Zoé», selon un décret signé hier par Idriss Deby Itno, qui cite nommément le meneur de l'association française Eric Breteau, sa compagne et assistante Emilie Lelouch, le médecin Philippe van Winkelberg, l'infirmière Nadia Merimi et les logisticiens Alain Pélégat et Dominique Aubry.

Condamnés le 26 décembre 2007 par la Cour criminelle de N'Djamena à

a déclaré à l'AFP le ministre tchadien de la Justice Albert Pahimi Padacké.

Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) tchadien avait donné vendredi son «feu vert» à la grâce, et la libération pourrait désormais intervenir rapidement.

Les membres de l'Arche de Zoé avaient été arrêtés le 25 octobre à Abéché, principale ville de l'est du Tchad, alors qu'ils allaient faire embarquer à bord d'un Boeing-757 les 103 enfants, présentés à tort comme des orphelins de la région soudanaise voisine du Darfour en guerre civile. Les enfants étaient attendus en France par des familles d'accueil.

Les «six» avaient été condamnés après une instruction et un procès menés

tambour battant, qui avaient provoqué la grogne des magistrats tchadiens et de la défense qui dénonçaient de nombreuses irrégularités. Leur seul espoir de libération rapide était une grâce du président Deby, qu'ils ont sollicitée, même si elle ne remet pas en question leur culpabilité.

A peine sauvé, avec le soutien militaire de la France, d'une attaque rebelle qui a failli le renverser les 2 et 3 février, le chef de l'Etat tchadien s'était dit «prêt à pardonner» aux six Français.

Plusieurs membres du milieu judiciaire tchadien avaient alors fait le lien entre l'aide de Paris et cette déclaration. Mais l'hypothèse d'une grâce rapide était évoquée avant même

le procès, et donc avant l'attaque rebelle. Or, dans cette affaire, toutes les étapes ont coïncidé avec ce qu'annonçait auparavant la rumeur, et plusieurs observateurs évoquaient un «scénario cocroché au plus haut niveau par N'Djamena et Paris».

Tout en dénonçant l'«équipée assez lamentable» de l'Arche de Zoé, le président français Nicolas Sarkozy avait ainsi personnellement promis de rapatrier ses membres «quoi qu'ils aient fait», suscitant l'ire de N'Djamena. Deux questions restent désormais en suspens : D'une part, celle des 4,12 milliards de francs CFA (6,3 millions d'euros) que les condamnés doivent toujours verser «solidairement» aux familles

des 103 enfants. Cette question «n'est pas concernée par la grâce», a insisté hier le ministre tchadien. D'autre part, le sort judiciaire français des graciés, sous le coup à Paris d'une procédure pour «exercice illégal de l'activité d'intermédiaire en vue d'adoption», «aide au séjour irrégulier de mineurs étrangers en France» et «escroquerie».

Les enfants ont pu regagner mi-mars leurs familles dans l'Est tchadien, frontalier du Soudan. Seuls cinq d'entre eux, dont les enquêtes ont déterminé qu'ils venaient effectivement du Soudan, et un dernier dont l'identité exacte reste inconnue, sont toujours à l'orphelinat d'Abéché.